

S^{te} G^{de} d'ENTREPRISE

R.R.

S. N. C. F.
Région du Sud - Ouest
Exploitation
6^e Arrondissement de
MONTLUCON

E.55/319

MONTLUCON, le 23 Juillet 1949

219

MONTLUCON - LA LOUE
Embranchement particulier de la
Société Générale d'Entreprises

Monsieur le Chef d'Arrondissement
de la Voie et des Bâtiments
à MONTLUCON

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint pour être transmises à votre Service Régional 7 copies de chacun des traités passés avec la Société Générale d'Entreprises dont le siège est à PARIS, 56, rue du Faubourg St-Honoré, pour la concession d'un embranchement particulier et la mise à disposition d'un emplacement dans les dépendances de la gare de MONTLUCON.

Je vous demanderai de vouloir bien me faire adresser la fiche de renseignements d'usage et de fixer votre Service Régional chargé d'aviser le nôtre sur la date de départ des redevances.

P. le Chef d'Arrondissement
de l'Exploitation
" "

COPIE transmise à Monsieur le Chef de la 2^e Section - à C.

Avec ci-joint { 2 ex. de chacun des deux traités en date du 21-6-49.
1 ex.

26 Juillet 1949

P. Le Chef des Etudes,

J. J. J.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU SUD-OUEST

Ligne de BOURGES à MONTLUCON

Gare de Montluçon-Eau

Embranchement particulier du chantier de la Société Générale d'Entreprises.

T R A I T É

Entre:

La Société Nationale des Chemins de Fer français (S.N.C.F.) dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. CARDON, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. LEMAIRE, Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société Générale d'Entreprises, dont le siège est à Paris, 56 rue du Faubourg Saint-Honoré, représentée par M. LAPLAINE Louis Ingénieur en Chef de la dite Société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 8 juillet 1946,

d'autre part;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

La Société Générale d'Entreprises, qui se propose d'établir un chantier de coulage de poteaux et socles en béton armé dans les dépendances de la gare de Montluçon-Eau, a demandé à la S.N.C.F. de mettre ce chantier en communication avec la voie de fer au moyen d'un embranchement particulier relié aux voies de la dite gare.

La Société Nationale des Chemins de fer français y consent et les parties sont d'accord pour que l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la modification éventuelle du dit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'Etablissement, d'Entretien et d'Exploitation des Embranchements Particuliers" (C.C.E.), édition du 4 octobre 1946, enregistré à la même date à Paris, les S.B.P. n° 305, dont la Société Générale d'Entreprises reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées, comme il est dit ci-après, et auxquelles la dite Société déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLE 1er (application de l'article 1er du C.C.E.)

L'embranchement sera établi conformément au plan annexé au présent traité.

ARTICLE 2 - Le texte de l'article 3 § 1 du C.C.E. est annulé et remplacé par le suivant:

L'embranchement étant établi entièrement sur le domaine public du chemin de fer et pour le desserte d'un terrain dépendant de ce domaine, l'autorisation à laquelle a donné lieu son établissement est essentiellement liée au traité d'occupation du terrain et expirera en même temps que ce dernier.

ARTICLE 3 - (application de l'article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de l'embranchement immédiatement après la barrière (voir plan).

La situation de l'embranchement nécessitant pour sa desserte des mouvements supplémentaires de manœuvre (cisaillage des voies de la gare notamment) pour conduire et reprendre les wagons, sur l'embranchement, il sera perçu, compte tenu de ces sujétions, pour chaque desserte régulière une redevance forfaitaire indiquée à l'article 5 ci-après:

ARTICLE 4 - (application de l'article 8 du C.C.E.)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements aboutissant à une gare.

ARTICLE 5 - (application de l'article 9 du C.C.E.)

		Redevance forfaitaire annuelle concernant les installations de la 1 ^{re} partie:	
§ II A	a) Charges de capital:		
	quatre mille six cent quarante francs	4.640	Frs
	b) Dépenses d'entretien et de renouvellement:		
	vingt deux mille huit cents francs	22.800	Frs
		Taux de base du calcul des prestations:	
§ III	Prix de l'heure d'une machine de manœuvres	1.964	Frs
	avec (2 agents Traction	1.767	Frs
	(1 agent Traction	196	Frs
	Prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation		
	- Redevance forfaitaire pour chaque manœuvre de desserte régulière à raison de 10 minutes par opération avec une machine de manœuvre, 2 agents Traction et 2 agents Exploitation	393	Frs

ARTICLE 6 - Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à Paris, savoir:

- la Société Nationale des Chemins de Fer français à son siège social, 88, rue Saint-Lazare,

- et la Société Générale d'Entreprises, 56, rue du Faubourg Saint-Honoré,

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double, à Paris le vingt et un Juin mil neuf cent quarante neuf.

Le Représentant de la Société Nationale
des Chemins de Fer Français,

Lu et approuvé,

Signé: MARTIN.

Signé: LAPLAINE.

T R A I T É

pour l'occupation d'un emplacement situé dans la gare de Montluçon-Eau.

Entre:

La Société Nationale des Chemins de fer français (S.N.C.F.) dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. CARDON, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. LEMAIRE, Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société Générale d'Entreprises, dont le siège est à Paris, 56, rue du Faubourg Saint-Honoré, représentée par M. LAPLAINE Louis, Ingénieur en Chef de la dite Société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 8 Juillet 1948,

d'autre part;

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT:

La Société Générale d'Entreprises a demandé à la S.N.C.F. l'autorisation d'occuper dans la gare de Montluçon-Eau un emplacement faisant partie du domaine public du chemin de fer situé sur le territoire de la commune de Saint-Victor (Allier) à l'effet d'y établir:

- a) un chantier de coulage de poteaux et socles en béton armé;
- b) un embranchement particulier pour desservir ce chantier.

La concession et les conditions d'exploitation de cet embranchement particulier seront réglées par un traité distinct.

- c) de pratiquer dans la clôture du chemin de fer une ouverture de 4 mètres de largeur et d'aménager au droit de cette ouverture un chemin de même largeur pour accéder à l'emplacement.

La S.N.C.F. ayant acquiescé à cette demande, le présent traité a pour objet de régler les conditions auxquelles l'autorisation visée ci-dessus est accordée à la Société Générale d'Entreprises qui accepte toutes les obligations faites au "permissionnaire" par les clauses du présent traité.

Autorisation - ARTICLE 1er - L'autorisation est accordée personnellement au permissionnaire, qui s'interdit formellement, sans un accord exprès et écrit de la S.N.C.F., de changer ou de modifier la destination de l'emplacement occupé, ou de transmettre tout ou partie de l'autorisation à un tiers.

L'autorisation est normalement consentie sans limitation de durée avec faculté pour le permissionnaire d'y mettre fin en prévenant la S.N.C.F. au moins un mois à l'avance par lettre recommandée. Toutefois, l'emplacement occupé, faisant partie du domaine public du chemin de fer, l'occupation consentie aura un caractère essentiellement précaire et la S.N.C.F. se réserve le droit, sans indemnité pour le permissionnaire, de retirer à toute époque l'autorisation d'occupation pour des motifs d'intérêt public,

dont elle sera seule juge, soit également en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, soit en cas d'infraction à l'une quelconque des clauses de l'autorisation, à condition d'en aviser le permissionnaire six mois à l'avance par lettre recommandée.

Au cas où le permissionnaire n'aurait pas acquitté dans le délai d'un mois à partir de la date de son échéance la redevance fixée par l'autorisation, celle-ci sera résiliée de plein droit et sans indemnité pour le permissionnaire à l'expiration de ce délai d'un mois.

Occupation
Travaux

ARTICLE 2 - Le permissionnaire disposera de l'emplacement demandé, d'une contenance de deux mille neuf cent trois mètres carrés (2.903 m²) tel qu'il se comporte et dans son état actuel que le permissionnaire déclare parfaitement connaître, se répartissant comme suit:

- 168 m². occupés par la première partie de l'embranchement
- 2.379 m². occupés par la deuxième partie
- 336 m². occupés par le chemin d'accès.

Le permissionnaire procédera, à ses frais, à l'aménagement de l'emplacement occupé. Il devra soumettre à la S.N.C.F., avant tout commencement d'exécution, les dessins des installations ou aménagement à réaliser sur le dit emplacement.

Le permissionnaire devra, le cas échéant, faire son affaire personnelle de toutes autorisations à obtenir des tiers ou services intéressés pour l'établissement et l'exploitation, soit sur l'emplacement occupé, soit en dehors des dépendances du chemin de fer, d'installations lui appartenant; il devra justifier à la S.N.C.F. de l'obtention de ces autorisations.

Le permissionnaire sera tenu de maintenir en bon état ses installations et ne pourra y apporter aucune modification sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de la S.N.C.F.

Le permissionnaire s'engage à laisser pénétrer les agents de la S.N.C.F. dans les lieux occupés pour s'assurer notamment de l'état de solidité des constructions ou aménagements.

La S.N.C.F. se réserve le droit d'apporter à ses propres installations les modifications qu'elle jugera utiles, sans que le permissionnaire puisse prétendre à aucune indemnité pour le gêne que la réalisation de ces modifications pourrait lui apporter.

L'ouverture à pratiquer dans la clôture du chemin de fer pour permettre l'accès direct à l'emplacement, sera close au moyen d'une barrière fermant à clef, cette clef demeurera constamment et exclusivement entre les mains du permissionnaire qui sera, seul, chargé, à ses risques et périls exclusifs, des dispositions à prendre pour la manœuvre de la barrière.

L'ouverture ne pourra être utilisée par le permissionnaire que pour ses relations commerciales avec le chemin de fer et seulement pendant les périodes réglementaires d'ouverture au public de la gare.

Pendant tout le temps que la barrière restera ouverte pour ses besoins, le permissionnaire doit s'opposer au passage, par cette ouverture, de toute personne autre que ceux de ses représentants, employés ou ouvriers qui auront été nommément et par écrit autorisés par la S.N.C.F. Il sera seul et exclusivement responsable des conséquences de l'inobservation de ces dispositions.

Tonnage. ARTICLE 3 - Le minimum de tonnage est fixé à une tonne (1 T.) par mètre carré de surface occupée sur la deuxième partie de l'embranchement.

Redevances. ARTICLE 4 - Le permissionnaire acquittera à la S.N.C.F., à titre d'indemnité:

a) une redevance annuelle de trente six mille huit cent quarante cinq francs (36.845 Frs) pour l'occupation des emplacements de 188 m² et 2.379 m²;

b) une redevance annuelle de mille sept cent soixante dix francs (1.770 F) pour l'emplacement de 336 m².

c) une redevance annuelle de deux mille sept cent trente francs (2.730 F) pour droit d'accès spécial sur le domaine public du chemin de fer.

Garantie de trafic. ARTICLE 5 - Le permissionnaire versera à la S.N.C.F., au début de chaque exercice, à titre de garantie de trafic, une provision fixée à cent dix mille cinq cent trente cinq francs (110.535 Frs).

En fin d'année et sous réserve que le tonnage minimum prévu à l'article 3 ci-dessus ait été atteint, cette garantie de trafic sera remboursée au permissionnaire, en totalité ou en partie, à raison de 2fr,32 pour chaque tonne de marchandises reçues ou expédiées par chemin de fer sur l'emplacement.

Révision. ARTICLE 6 - En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, les redevances d'occupation et d'accès, la garantie de trafic et le taux de remboursement de cette dernière prévus au présent traité seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen des prix de transport de marchandises, analogue à celle qu'aurait provoquée une modification générale des prix des tarifs marchandises.

Cessation de l'occupation. ARTICLE 7 - L'emplacement occupé par le permissionnaire devra être entièrement libéré à la date d'expiration ou de résiliation de l'autorisation. En cas d'inexécution, une simple ordonnance de référé suffira pour obtenir l'expulsion du permissionnaire. Toutefois, le matériel, les installations et les marchandises se trouvant sur l'emplacement occupé ne pourront être cédés à des tiers ou enlevés par le propriétaire qu'après le paiement de toutes sommes dues à la S.N.C.F. par le permissionnaire par application de l'autorisation; ils constituent un gage de la créance de la S.N.C.F. qui peut en poursuivre la réalisation en cas de non paiement.

Lorsque l'occupation du terrain par le permissionnaire cessera au cours d'une période annale du fait de ce dernier, les redevances resteront acquises en totalité à la S.N.C.F.; si cette occupation cesse du fait de la S.N.C.F. cette dernière remboursera au permissionnaire la part de la redevance annuelle correspondant à la période du non jouissance.

Dans tous les cas, le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif. A défaut d'exécution de cette clause dans le mois qui suivra la date d'expiration ou de résiliation de l'autorisation et huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée restée sans

effet, les installations et aménagements existant sur le dit emplacement deviendront, sans indemnité pour le permissionnaire, la propriété de la S.N. C.F. à moins que celle-ci ne préfère en poursuivre la démolition et libérer l'emplacement aux frais du permissionnaire, sans préjudice de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Jurisdiction. **ARTICLE 8** - Toutes contestations entre les parties sur l'exécution des conditions du présent traité seront portées devant les Tribunaux du Département de la Seine.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à Paris, savoir:

- La Société Nationale des Chemins de fer français, à son siège social, 88, rue Saint-Lezère,

- et la Société Générale d'Entreprises, 56, rue du Foubourg Saint-Honoré, auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Timbre et
Enregistre-
ment.

ARTICLE 9 - Les frais de timbre et les droits d'enregistrement du présent traité et de ses avenants éventuels, ainsi que l'obligation de les présenter à l'enregistrement au commencement de chaque période s'il y a lieu sont à la charge du permissionnaire.

Pour la perception des droits d'enregistrement seulement, et sans tirer autrement à conséquence, la durée du présent traité est fixée à trois années à compter de la date de sa signature, cette durée se renouvelant, à défaut de résiliation, par tacite reconduction de trois années en trois années.

Le permissionnaire sera tenu à chaque période de renouvellement d'enregistrement du traité de faire une déclaration rectificative au cas où le montant des redevances annuelles d'occupation aurait été modifié à la suite de l'application d'une nouvelle variété intervenue dans les prix des tarifs marchandises.

Fait en autant d'exemplaires qu'il y a de parties intéressées, plus un pour l'Administration de l'Enregistrement, à Paris, le vingt Juin mil neuf cent quarante neuf.

Le Représentant de la Société Nationale
des Chemins de fer français,
signé: MARTIN.

Lu et approuvé,
signé: LAPLAINE

Enregistré à . . MONTLUCON

le . II. juillet. 1949.

folio . 07 case . I. . montant 1.426 Frs

signé: ILLISIBLE.

YG

6° Arrondissement VB

BOURGES-MONTLUCON

MONTLUCON - EAU

Embranchement Société Générale
d'Entreprises.

219
MONTLUCON, le 10 Septembre 1953

V.

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.

En application de la note Comptabilité n° 3224 du
8 Mai 1947, je vous adresse ci-joint, 3 exemplaires de
l'Avenant n° 1 au traité type C.C.E. en date du 21-6-49
passé avec la Société Générale d'Entreprises pour régler
les conditions d'exploitation de l'embranchement particulier
qui lui a été concédé en gare de MONTLUCON (Montluçon-Eau)
de la ligne de Bourges à Montluçon.

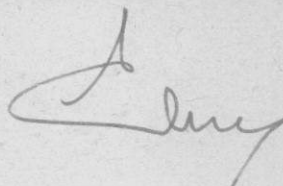
Le Chef du 6e Arrondissement VB.,

Signé : DAFFA

COPIE à : 2ème SECTION (2 ex.) avec 2 ex. de l'Avenant n° 1

C. - avec 1 ex. de l'Avenant n° 1

MONTLUCON, le 10 Septembre 1953
Le Chef du 6e Arrondissement VB.,



SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS

Région du SUD-OUEST

Ligne de BOURGES à MONTLUCON

Gare de MONTLUCON-EAU

Embranchement particulier du chantier de la "SOCIETE
GENERALE d'ENTREPRISES".

Avenant n° 1 au traité du 21 juin 1949

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.)
dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par
M. GIRETTE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. ARMAND, Directeur Général de la dite Société;

d'une part;

et la "Société Générale d'Entreprises" dont le siège est à
PARIS, 56, rue du Faubourg St-Honoré, représentée par M. LABAUME,
Léon, Ingénieur en Chef, agissant au nom et pour le compte de cette
Société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement confé-
rés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du
16 mars 1950.

d'autre part;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Par traité en date du vingt et un juin mil neuf cent quaran-
te neuf, la Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.)
a réglé avec la Société Générale d'Entreprises les conditions d'en-
tretien, d'exploitation et de modification éventuelle d'un embran-
chement particulier situé dans la gare de MONTLUCON-EAU et desser-
vant un chantier.

La S.N.C.F. ayant modifié les charges de cet embranchement,
les parties contractantes se sont mises d'accord pour annuler les
dispositions de l'Article 5 du traité sus-rappelé et les remplacer
par les suivantes :

.....

Lu et approuvé,
signé : LABAUME

Montluçon, le 02 juin 1955

MONTLUÇON LA LOUE

Embranchement Société Générale
d'Entreprises.

Occupation

V

219

Le CHEF du 6ème Arrondissement V.B.,

à MONTLUÇON

à Monsieur le CHEF de la SUBDIVISION
de la COMPTABILITE V.B.

En application de la Note Comptabilité n° 3.224 du 8 mai 1947, je vous adresse ci-joint, accompagnés d'un plan, 3 exemplaires de l'Avenant n° 1 au traité en date du 20 juin 1949 passé avec la Société Générale d'Entreprises pour l'occupation d'un emplacement situé dans l'Entretien M.T. de MONTLUÇON LA LOUE (occupation par embranchement particulier).

Le CHEF du 6ème Arrondissement V.B.,

Signé: ALAUZET

Copie à Monsieur le CHEF de la 2ème Section (2 ex.)

avec 2 exemplaires de l'Avenant n° 1 + 2 plans de l'embranchement de la Sté G.E. tenant compte de l'agrandissement de l'occupation envisagée.

Montluçon, le 02 juin 1955

Le CHEF du 6ème Arrondissement V.B.,

Signé: ALAUZET

Copie à C

avec un exemplaire de l'Avenant n° 1.

Le permissionnaire devra, le cas échéant, faire son affaire personnelle de toutes autorisations à obtenir des tiers ou services intéressés pour l'établissement et l'exploitation, soit sur l'emplacement occupé, soit en dehors des dépendances du chemin de fer, d'installations lui appartenant; il devra justifier à la S.N.C.F. de l'obtention de ces autorisations.

Le permissionnaire sera tenu de maintenir en bon état ses installations et ne pourra y apporter aucune modification, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de la S.N.C.F.

Le permissionnaire s'engage à laisser pénétrer les agents de la SNCF dans les lieux occupés pour s'assurer notamment de l'état de solidité des constructions ou aménagements.

La S.N.C.F. se réserve le droit d'apporter à ses propres installations les modifications qu'elle jugera utiles, sans que le permissionnaire puisse prétendre à aucune indemnité pour la gêne que la réalisation de ces modifications pourrait lui apporter.

L'ouverture à pratiquer dans la clôture du chemin de fer pour permettre l'accès direct à l'emplacement sera close au moyen d'une barrière fermant à clef; cette clef demeurera constamment et exclusivement entre les mains du permissionnaire qui sera, seul, chargé à ses risques et périls exclusifs, des dispositions à prendre pour la manœuvre de la barrière.

L'ouverture ne pourra être utilisée par le permissionnaire que pour ses relations commerciales avec le chemin de fer et seulement pendant les périodes réglementaires d'ouverture au public de la gare.

Pendant tout le temps que la barrière restera ouverte pour ses besoins, le permissionnaire doit s'opposer au passage, par cette ouverture, de toute personne autre que ceux de ses représentants, employés ou ouvriers qui auront été nominativement et par écrit autorisés par la S.N.C.F. Il sera seul et exclusivement responsable des conséquences de l'inobservation de ces dispositions.

Redevance d'occupation - ARTICLE 4 - (Nouveau)

Le permissionnaire acquittera à la S.N.C.F. à titre d'indemnité:

- a) pour l'ensemble des terrains de la deuxième partie (sauf le chemin d'accès) soixante douze mille trois cent dix francs (72.310 Frs).
- b) pour le chemin d'accès: deux mille cinq cent soixante dix francs (2.570 Frs)
- c) pour droit d'accès spécial sur le domaine public du chemin de fer: quatre mille francs (4.000 Frs).

Garantie de trafic - ARTICLE 5 - (Nouveau)

Le permissionnaire versera à la S.N.C.F. au début de chaque exercice, à titre de garantie de trafic, une provision fixée à deux cent seize mille neuf cents francs (216.900 Frs).

...

En fin d'année et sous réserve que le tonnage minimum prévu à l'article 3 ci-dessus ait été atteint, cette garantie de trafic sera remboursée au permissionnaire, en totalité ou en partie, à raison de 2Fr,20 pour chaque tonne marchandises reçues ou expédiées par chemin de fer sur l'emplacement.

Il n'est rien changé aux autres stipulations du traité du 20 juin 1949.

Fait double à Montluçon, le quinze mai mil neuf cent cinquante cinq.

P. LE DIRECTEUR DE LA REGION du SUD-OUEST
et par délégation
L'INGENIEUR, CHEF ADJT DU 6^e ARRONDISSEMENT
EXPLOITATION

BENECH.

Lu et approuvé.

LABAUME.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du SUD-OUEST

Avenant n° 1 au traité du 20 juin 1949 pour l'occupation d'un emplacement situé dans la gare de Montluçon-Eau.

Entre:

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à Paris, 88 rue St-Lazare, représentée par M. GILMAIRE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. BOYAUX, Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société Générale d'Entreprises dont le siège est à Paris, 56 rue du Fg. St-Honoré représentée par Monsieur Léon LABAUME, Ingénieur en Chef de la dite Société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 16 mars 1950,

d'autre part;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Par traité en date du vingt juin mil neuf cent quarante neuf, enregistré à Montluçon le 11 juillet suivant, folio 07 case L, la S.N.C.F. a autorisé la Société Générale d'Entreprises à occuper un emplacement situé dans les emprises de la gare de Montluçon-Eau.

La Société Générale d'Entreprises ayant demandé à occuper un emplacement supplémentaire, la S.N.C.F. y consent et les parties contractantes se sont mises d'accord pour annuler les dispositions faisant l'objet des articles 2, 4 et 5 du traité sus rappelé et pour les remplacer par les suivantes.

- Occupation - Travaux - ARTICLE 2 (nouveau)

Le permissionnaire disposera de l'emplacement demandé d'une contenance de cinq mille quatre cent quatre vingt dix huit mètres carrés (5.498 m²) tel qu'il se comporte et dans son état actuel que le permissionnaire déclare parfaitement connaître, se répartissant comme suit:

185 m² occupés par la première partie de l'embranchement;
4.977 m² occupés par la deuxième partie et les installations visées au préambule;
336 m² occupés par le chemin d'accès.

Le permissionnaire procédera, à ses frais, à l'aménagement de l'emplacement occupé. Il devra soumettre à la S.N.C.F. avant tout commencement d'exécution, les dessins des installations ou aménagements à réaliser sur le dit emplacement.

....